

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Sainte-Adèle

Code géographique : 77022

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Brigitte Forget, atteste la véracité du rapport financier
de Sainte-Adèle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2019-05-13

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de Ville de Sainte-Adèle

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Sainte-Adèle (l'entité), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sainte-Adèle au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La direction n'a pas comptabilisé à l'état de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus. Ces montants sont relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres charges pour lesquels les travaux ont été réalisés ou les charges constatées, mais dont les transferts en vertu des programmes d'aide sont versés par le gouvernement de façon pluriannuelle. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la norme qui prévoit la comptabilisation des paiements de transfert à titre de revenus pour le bénéficiaire lorsqu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2018 sont les suivantes :

	Surévaluation / (sous-évaluation) 2018 \$
État de la situation financière	
Actifs financiers - Transferts à recevoir	(3 585 680)
Dette nette et excédent accumulé	(3 585 680)
État des résultats	
Revenus	
Fonctionnement - Transferts	325 321
Investissement - Transferts	(880 536)
	(555 215)

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**État de la variation de la dette nette**

Excédent de l'exercice	(555 215)
Redressement aux exercices antérieurs	<u>3 030 465</u>
Dette nette	(3 585 680)

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers" du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales.

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sainte-Adèle inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S-17, S-18, S-23-1, S-23-2 et S-23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autres points

Les états financiers consolidés de la ville de Sainte-Adèle pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers consolidés une opinion non modifiée le 22 mai 2018.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation ;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

 *S.E.N.C.R.L.*

Par Robert Arbour, CPA auditeur, CA

DATE 2019-05-13

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus				
Taxes	1	23 814 670	23 803 906	22 690 897
Compensations tenant lieu de taxes	2	394 810	444 316	393 430
Quotes-parts	3			
Transferts	4	901 620	3 394 252	1 514 443
Services rendus	5	1 568 970	1 383 898	1 402 595
Imposition de droits	6	1 275 730	1 545 364	1 458 150
Amendes et pénalités	7	186 500	142 166	114 317
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	342 000	380 906	346 866
Autres revenus	10	75 900	85 064	73 081
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	28 560 200	31 179 872	27 993 779
Charges				
Administration générale	14	4 395 804	3 967 525	4 072 253
Sécurité publique	15	4 026 362	4 369 822	4 029 159
Transport	16	7 544 452	7 739 558	7 468 503
Hygiène du milieu	17	8 316 598	7 873 246	7 589 786
Santé et bien-être	18	154 220	154 950	161 002
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 116 750	1 082 999	1 091 590
Loisirs et culture	20	3 072 782	3 059 190	2 880 804
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 109 830	1 061 082	1 018 665
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	29 736 798	29 308 372	28 311 762
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(1 176 598)	1 871 500	(317 983)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		26 735 221	27 053 204
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		26 735 221	27 053 204
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		28 606 721	26 735 221

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 884 679
Débiteurs (note 5)	2	7 129 524
Prêts (note 6)	3	
Placements de portefeuille (note 7)	4	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	
Autres actifs financiers (note 9)	7	
	8	6 428 782
PASSIFS		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	167 435
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 813 460
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 849 344
Revenus reportés (note 12)	12	1 328 682
Dette à long terme (note 13)	13	41 945 647
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	
	15	49 898 574
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(44 975 044)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	17	73 145 023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	43 964
Stocks de fournitures	19	362 410
Autres actifs non financiers (note 17)	20	30 368
	21	70 205 013
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	28 606 721

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 176 598)	1 871 500	(317 983)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	16 159 525 ) (	8 331 931 ) (	5 161 987)
Produit de cession	3	50 000	2 200	8 824
Amortissement	4	4 489 098	4 795 285	4 489 098
(Gain) perte sur cession	5	(50 000)	3 758	13 270
Réduction de valeur / Reclassement	6			95 873
	7	(11 670 427)	(3 530 688)	(554 922)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		931	(27 186)
Variation des autres actifs non financiers	10		153 005	46 017
	11		153 936	18 831
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(12 847 025)	(1 505 252)	(854 074)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(43 469 792)	(42 615 718)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(43 469 792)	(42 615 718)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(44 975 044)	(43 469 792)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 871 500	(317 983)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 795 285	4 489 098
Autres			
- (Gain) Perte sur cession	3	3 758	13 270
- réduction de valeur	4		95 873
	5	6 670 543	4 280 258
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 585 421)	622 015
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(4 539)	941 877
Revenus reportés	9	243 158	128 782
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	931	(27 186)
Autres actifs non financiers	13	153 005	46 017
	14	4 477 677	5 991 763
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(8 331 931)	(5 161 987)
Produit de cession	16	2 200	8 824
	17	(8 329 731)	(5 153 163)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	8 328 000	5 849 424
Remboursement de la dette à long terme	24	(9 358 368)	(3 205 214)
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 813 460	(1 187 442)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	16 848	25 238
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 799 940	1 482 006
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(2 052 114)	2 320 606
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 884 679	(435 927)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	1 884 679	(435 927)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	(167 435)	1 884 679

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Adèle est un organisme municipal régie par la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par le conseil composé de six conseillers et un maire.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Sainte-Adèle, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures 15 à 40 ans
Bâtiments 15 à 40 ans
Véhicules 2 à 15 ans
Machinerie, outillage et équipement 1 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau 1 à 10 ans
Autres 1 an

Les oeuvres d'art ne sont pas constatées à titre d'immobilisations corporelles dans les états financiers. Tout montant encouru pour acquérir une oeuvre d'art est porté immédiatement en charge. La ville possède des sculptures et des tableaux réalisés par des artistes locaux.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S.O.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux et du fonds pour la réfection et l'entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par ces fonds.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement ;

les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur ;

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance ;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits ;

les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions ;

les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés ;

les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Il en est de même pour le régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM).

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite par financement salarial offert par la ville à ses pompiers est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent des charges de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la ville reporte l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, les DCTP représentent aussi, en contrepartie, la part des frais reportés financés à long terme, essentiellement des frais d'émission de la dette à long terme, dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que des dépenses de fonctionnement non encore réalisées et par conséquent non encore imputées aux activités de fonctionnement bien qu'ayant déjà fait l'objet d'un financement à long terme.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

- Éléments présentés à l'encontre des DCTP:

- pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme.

- Composantes du Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- les DCTP sont débités ou crédités à même toute écriture affectant la dette à long terme à titre de Financement à long terme des activités de fonctionnement ou de Remboursement de la dette à long terme, dans la conciliation à des fins fiscales servant à établir l'excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables**Adoption de nouvelles normes comptables**

Le 1er janvier 2018, la ville a adopté prospectivement les cinq nouvelles normes suivantes: SP 2200, Information relative aux apparentés; SP 3210, Actifs; SP 3320, Actifs éventuels; SP 3380, Droits contractuels; SP 3420, Opérations interentités.

Le chapitre SP 3420 établit des normes de comptabilisation et d'information applicables aux opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire.

Le chapitre SP 2200 définit un apparenté et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les opérations entre apparentés. Des informations à fournir sont requises sur les opérations entre apparentés et les relations sous-jacentes lorsque ces opérations ont été conclues à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées et ont, ou pourrait avoir, une incidence financière importante sur les états financiers.

Le chapitre SP 3210 fournit des indications sur l'application de la définition des actifs énoncée dans la norme SP 1000, Fondements conceptuels des états financiers, et établit des normes générales d'informations à fournir à leur sujet. Des informations doivent être fournies sur les grandes catégories d'actifs non constatés. Lorsqu'un actif n'est pas constaté parce que le montant en cause ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnable, il faut mentionner les motifs sous-jacents.

Le chapitre SP 3320 définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels. Des informations doivent être fournies sur les actifs éventuels s'il est probable que l'événement futur déterminant se produira.

Le chapitre SP 3380 définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. Des informations doivent être fournies sur les droits contractuels et comprendre une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que leur échéancier.

L'adoption de ces normes n'a eu aucune incidence sur les résultats et sur la situation financière de la ville. Les incidences se limitent, le cas échéant, à des informations présentées dans les notes complémentaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 56 633	1 884 679
Découvert bancaire	2 (224 068)	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 (167 435)	1 884 679
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 51 393	279 932
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 5 569 838	2 594 577
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 2 028 373	1 819 725
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 3 424 659	1 161 284
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 346 202	279 706
Organismes municipaux	15 62 284	74 861
Autres		
- Frais de cour, amendes, autres	16 1 135 328	1 083 458
- Intérêts sur arrérages taxes	17 132 678	125 069
	18 7 129 524	4 544 103
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 266 934	283 957
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 266 934	283 957
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 358 042	393 951
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	11 407	5 516
Autres régimes (REER et autres)	41	390 578	363 749
Régimes de retraite des élus municipaux	42	36 859	31 520
	43	438 844	400 785

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La Ville de Sainte-Adèle bénéficie d'une marge de crédit autorisée de 5 500 000\$ au taux préférentiel en vigueur pour ses activités de fonctionnement et d'investissement. Au 31 décembre 2018 le solde utilisé de cette marge était de 2 813 460\$ et le taux était de 3.95%. Cette marge de crédit est renouvelable annuellement.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	2 962 559	2 377 018
Salaires et avantages sociaux	48	1 174 650	1 729 459
Dépôts et retenues de garantie	49	1 135 647	1 174 756
Provision pour contestations d'évaluation	50	117 775	91 241
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Organismes municipaux	53	155 695	215 503
- Intérêts courus sur dette	54	201 119	187 993
- Taxes à la consommation	55		4 933
- Réclamations à payer	56	101 899	72 980
-	57		
	58	5 849 344	5 853 883

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	30 642	34 520
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	242 022	196 589
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	166 434	148 751
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Inscriptions loisirs, autres	68	17 071	20 576
- Transferts	69	872 513	685 088
-	70		
-	71		
	72	1 328 682	1 085 524

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

					2018	2017	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	2,75	2019	2023	73	42 257 000	43 281 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		1 946
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		4 422
Autres					80		
					81	42 257 000	43 287 368
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(311 353)	(328 201)
					83	41 945 647	42 959 167

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2019	84	92	3 751 000	100	109	117	3 751 000
2020	85	93	3 704 000	101	110	118	3 704 000
2021	86	94	3 418 000	102	111	119	3 418 000
2022	87	95	3 400 000	103	112	120	3 400 000
2023	88	96	3 379 000	104	113	121	3 379 000
2024 et +	89	97	24 605 000	105	114	122	24 605 000
	90	98	42 257 000	106	115	123	42 257 000
Intérêts et frais accessoires				107		124	
	91	99	42 257 000	108	116	125	42 257 000

Note

	2018	2017	
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(41 868 065)	(40 291 317)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	(3 106 979)	(3 178 475)
Autres	128		
	129	(44 975 044)	(43 469 792)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	37 864 781	158	1 280 068	185		212	39 144 849
Eaux usées	131	26 722 673	159	1 799 135	186		213	28 521 808
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	37 513 215	160	1 759 581	187		214	39 272 796
Autres	133	5 258 853	161	225 061	188		215	5 483 914
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	11 902 474	163	23 792	190	12 195	217	11 914 071
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	4 961 913	165	746 122	192	86 342	219	5 621 693
Ameublement et équipement de bureau	138	1 790 831	166	88 063	193	18 056	220	1 860 838
Machinerie, outillage et équipement divers	139	6 136 215	167	979 367	194	14 513	221	7 101 069
Terrains	140	6 975 292	168		195		222	6 975 292
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>139 126 247</u>	170	<u>6 901 189</u>	197	<u>131 106</u>	224	<u>145 896 330</u>
Immobilisations en cours	143	<u>828 967</u>	171	<u>1 430 742</u>	198		225	<u>2 259 709</u>
	144	<u>139 955 214</u>	172	<u>8 331 931</u>	199	<u>131 106</u>	226	<u>148 156 039</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	21 683 539	173	976 865	200		227	22 660 404
Eaux usées	146	14 115 231	174	784 066	201		228	14 899 297
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	20 647 041	175	1 633 991	202		229	22 281 032
Autres	148	3 595 507	176	182 386	203		230	3 777 893
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	3 405 544	178	304 943	205	5 337	232	3 705 150
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	2 557 923	180	344 600	207	82 699	234	2 819 824
Ameublement et équipement de bureau	153	1 461 811	181	107 098	208	24 542	235	1 544 367
Machinerie, outillage et équipement divers	154	2 874 283	182	461 336	209	12 570	236	3 323 049
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>70 340 879</u>	184	<u>4 795 285</u>	211	<u>125 148</u>	238	<u>75 011 016</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>69 614 335</u>					239	<u>73 145 023</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

Le 29 juin 2016, la Ville a fait cession en emphytéose, à titre gratuit, d'un immeuble à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

la Commission scolaire des Laurentides pour l'aménagement d'un stationnement et d'un accès à la cour de l'école Saint-Joseph. Le coût des travaux et les frais de réparation et d'entretien de l'immeuble sont assumés par la Commission scolaire des Laurentides pendant la durée de l'entente qui est de 40 ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	43 964	43 964
	253	43 964	43 964
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	43 964	43 964
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	30 368	183 373
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	30 368	183 373
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

Au cours des années antérieures, la ville a accordé, à différents fournisseurs, des contrats de services de collecte des matières recyclables et des matières résiduelles, de collecte et de traitement des matières organiques, la gestion de l'écocentre ainsi que l'exploitation des ouvrages d'assainissement des eaux usées sur plus d'un exercice financier. Le coût total de ces obligations contractuelles est de 10 282 750\$ et le solde au 31 décembre 2018 est de 2 786 424\$. Le coût total de ces contrats est réparti de la façon suivante sur les prochains exercices financiers:

2019:	2 110 222\$
2020:	676 202\$

19. Droits contractuels

La ville offre certaines de ses immobilisations en location. Le revenu total estimé de ces droits contractuels est de 349 027\$ et le solde au 31 décembre 2018 est de 276 222\$. Le revenu total de ces contrats est réparti de la façon suivante sur les prochains exercices financiers:

2019:	69 799\$
2020:	70 142\$
2021:	70 492\$
2022:	52 631\$
2023:	13 158\$

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Des contribuables de la ville ont déposé des requêtes introductives d'instance contre les membres du Conseil, contre la ville et contre certains de ses employés. Lesdites réclamations totalisent une somme de 13 677 342\$.

Des contribuables poursuivent la ville. Les réclamations s'élèvent à 1 904 803\$.

La ville fait aussi l'objet d'une demande pour autorisation d'exercer une action collective. Le demandeur demande le remboursement par la ville d'une somme estimée à plus de 3 000 000\$. La demande a été rejetée mais la décision a été portée en appel. À la date de la signature des états financiers, l'audience devant un juge n'avait pas encore eu lieu.

Les assureurs de la ville ont pris fait et cause dans ces dossiers pour le compte de la Ville de Sainte-Adèle sous réserve des exclusions prévues aux différents contrats

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

d'assurances.

À la date de signature des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers, la ville contestant le bien-fondé de ces réclamations.

d) Autres

Passif au titre des sites contaminés

La ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, lorsqu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et lorsqu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la ville. Ces données sont présentées pour fins d'informations et le rapport de l'auditeur ne porte pas sur ces données

24. Instruments financiers

Risques et concentration

La ville, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de la ville aux risques à la date de l'état de la situation financière, soit au 31 décembre 2018.

Risque de crédit

Les principaux risques de crédit pour la ville sont liés aux débiteurs et sont principalement attribuables aux comptes à recevoir d'entreprises et d'individus. Afin de réduire ses risques de crédit, la ville analyse régulièrement le solde de ses comptes à recevoir et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, en

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

Risque de taux d'intérêt

La ville est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable, tels que les dettes à court et à long terme. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la ville à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	23 814 670	23 792 410			23 792 410	22 681 058
Compensations tenant lieu de taxes	2	394 810	444 316			444 316	393 430
Quotes-parts	3						
Transferts	4	901 620	1 169 657			1 169 657	1 088 517
Services rendus	5	1 568 970	1 383 898			1 383 898	1 402 595
Imposition de droits	6	1 275 730	1 545 364			1 545 364	1 458 150
Amendes et pénalités	7	186 500	142 166			142 166	114 317
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	342 000	380 906			380 906	346 866
Autres revenus	10	75 900	29 930			29 930	51 745
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	28 560 200	28 888 647			28 888 647	27 536 678
Investissement							
Taxes	13		11 496			11 496	9 839
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 127 000	2 224 595			2 224 595	425 926
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	118 025	55 134			55 134	21 336
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	2 245 025	2 291 225			2 291 225	457 101
	21	30 805 225	31 179 872			31 179 872	27 993 779
Charges							
Administration générale	22	4 283 726	3 851 097	116 428		3 967 525	4 072 253
Sécurité publique	23	3 845 019	4 194 381	175 441		4 369 822	4 029 159
Transport	24	5 672 065	5 650 782	2 088 776		7 739 558	7 468 503
Hygiène du milieu	25	6 406 240	5 867 704	2 005 542		7 873 246	7 589 786
Santé et bien-être	26	154 220	154 950			154 950	161 002
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 097 311	1 066 469	16 530		1 082 999	1 091 590
Loisirs et culture	28	2 679 289	2 666 622	392 568		3 059 190	2 880 804
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 109 830	1 061 082			1 061 082	1 018 665
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	4 489 098	4 795 285	(4 795 285)			
	33	29 736 798	29 308 372			29 308 372	28 311 762
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 068 427	1 871 500			1 871 500	(317 983)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 068 427	1 871 500	(317 983)
Moins: revenus d'investissement	2 (	2 245 025 ) (	2 291 225 ) (	457 101)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 176 598)	(419 725)	(775 084)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	4 489 098	4 795 285	4 489 098
Produit de cession	5	50 000	2 200	8 824
(Gain) perte sur cession	6	(50 000)	3 758	13 270
Réduction de valeur / Reclassement	7			95 873
	8	4 489 098	4 801 243	4 607 065
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	215 000	15 299	111 488
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 760 730 ) (	3 771 507 ) (	3 188 932)
	18	(3 545 730)	(3 756 208)	(3 077 444)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	2 760 ) (	173 171 ) (	215 268)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			205 218
Excédent de fonctionnement affecté	21	332 130	325 215	483 802
Réserves financières et fonds réservés	22	(161 670)	(155 257)	(357 442)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	65 530	31 941	841
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	233 230	28 728	117 151
	26	1 176 598	1 073 763	1 646 772
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		654 038	871 688

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 291 225	457 101
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(231 746)	(98 867)
Sécurité publique	3	(71 824)	(12 852)
Transport	4	(1 383 408)	(3 358 636)
Hygiène du milieu	5	(6 455 199)	(1 337 206)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(3 241)	(37 921)
Loisirs et culture	8	(186 513)	(316 505)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(8 331 931)	(5 161 987)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 715 267	5 726 014
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	173 171	215 268
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	84 300	236 796
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	202 007	504 556
	18	459 478	956 620
	19	(5 157 186)	1 520 647
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(2 865 961)	1 977 748

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
Rémunération	1	7 084 710	7 079 156	6 676 021
Charges sociales	2	1 623 864	1 632 835	1 467 609
Biens et services	3	13 385 759	12 737 787	12 753 815
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 024 450	981 853	944 842
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	75 221	77 242	61 148
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	10 160	1 987	12 675
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	1 286 030	1 356 323	1 237 049
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12	539 780	534 142	544 830
Autres	13			
Amortissement des immobilisations	14	4 489 098	4 795 285	4 489 098
Autres				
- Réclamations	15	81 500	87 223	93 697
- Créances douteuses	16	16 000	8 229	(7 523)
- Autres	17	120 226	16 310	38 501
	18	29 736 798	29 308 372	28 311 762

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	
Placements de portefeuille	19	
Débiteurs	20	
Provision pour créances douteuses	21	() ()
	22	
Autres	23	
	24	

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	
Créditeurs et charges à payer	26	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	27	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28	
Autres	29	
Autres	30	
	31	

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 172 303	1 147 230
Excédent de fonctionnement affecté	2	318 719	349 269
Réserves financières et fonds réservés	3	689 103	481 516
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(3 223 005)	(3 503 910)
Financement des investissements en cours	5	(4 922 726)	(2 052 428)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	34 572 327	30 313 544
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	-	-
	8	28 606 721	26 735 221
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 172 303	1 147 230
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 172 303	1 147 230
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Parc Claude-Henri Grignon	12	304 200	332 125
- Bénéfice - casino du maire	13	14 519	14 519
- Excédent fonction. réservé	14		2 625
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	318 719	349 269
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	318 719	349 269
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	617 569	206 560
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	59 832	259 019
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	4 337	12 172
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Stationnement	45	7 365	3 765
-	46		
	47	689 103	481 516
	48	689 103	481 516

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	
Autres	52 () ()	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	
	54 () ()	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	
Autres		
-	58 () ()	
-	59 () ()	
	60 () ()	
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	62 (338) (680)	
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	
Autres		
-	66 () ()	
-	67 () ()	
	68 (338) (680)	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (362 385) (352 184)	
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	
Autres		
- Intérêts et autres	72 (132 947) (161 974)	
- Caution et décision arbitrale	73 (2 882 293) (3 176 313)	
	74 (3 377 625) (3 690 471)	
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 154 958	187 241
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80 154 958	187 241
	81 (3 223 005) (3 503 910)	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 189 607	271 148
Investissements à financer	83 (5 112 333 ) (	2 323 576)
	84 (4 922 726)	(2 052 428)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 73 145 023	69 614 335
Propriétés destinées à la revente	86 43 964	43 964
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 73 188 987	69 658 299
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 73 188 987	69 658 299
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 (41 945 647 ) (	42 959 167)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (311 353 ) (	328 201)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 266 934	283 957
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 3 373 406	3 658 656
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (38 616 660 ) (	39 344 755)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (38 616 660 ) (	39 344 755)
	101 34 572 327	30 313 544

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____) (_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Depuis le 1er janvier 2017 tous les pompiers de la ville doivent participer au régime de retraite par financement salarial de la FTQ (RRFS-FTQ). Ce régime de retraite à prestations déterminées est un régime multi-employeurs instauré par la FTQ. Sa particularité réside dans le fait que le risque de déficit est supporté par les employés alors que la cotisation de l'employeur est fixe. Elle est fixée en fonction d'un pourcentage de la rémunération de l'employé. La ville n'est pas responsable des déficits le cas échéant. Afin de réduire le risque de déficit, l'indexation de la rente est financée mais elle n'est pas garantie, contrairement à la rente, elle est conditionnelle à la bonne santé financière du régime. D'autres mesures s'appliquent également pour réduire le risque de déficit. La charge relative à ce régime est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110 11 407	5 516
Autres régimes	111	
	112 11 407	5 516

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 3

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre à ses employés permanents des régimes de retraite sous la forme de REER collectif ou individuel. Trois régimes ont été créés, soit un régime par catégorie d'employés. La gestion de ces régimes est effectuée par des fiduciaires. Ces régimes sont des régimes à cotisations déterminées et la cotisation de la ville est fixée en fonction d'un pourcentage de la rémunération pour les employés cadres et pompiers. Pour les employés cols bleus et blancs, la cotisation de la ville est fixée, en partie, en fonction d'un pourcentage de la rémunération en plus d'un montant fixe versé pour chacun des employés. La charge relative à ces régimes est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114 390 578	363 749
	390 578	363 749

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115 5	5

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116 6 780	5 384
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	117 22 848	18 145
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118 14 011	13 375
	119 36 859	31 520

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TAXES		Réalisations 2018	Réalisations 2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	14 466 122	14 013 043
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	3 266 642	2 936 979
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	874 883	809 694
Activités de fonctionnement	6	1 028 908	889 592
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	19 636 555	18 649 308
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	1 938 929	1 904 197
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	2 025 565	1 967 564
Autres			
-	14		
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	68 605	65 118
Service de la dette	18	113 394	94 871
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20	9 362	
Activités d'investissement	21	11 496	9 839
	22	4 167 351	4 041 589
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	4 167 351	4 041 589
	27	23 803 906	22 690 897

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2018	Réalisations 2017
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28	1 500	2 246
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31	7 561	7 561
	32	9 061	9 807
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	186 565	176 294
Cégeps et universités	34	8 094	7 675
Écoles primaires et secondaires	35	205 261	168 789
	36	399 920	352 758
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	408 981	362 565
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	3 607	3 181
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43	1 208	1 184
Taxes d'affaires	44		
	45	4 815	4 365
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47	10 658	9 490
	48	10 658	9 490
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50	19 862	17 010
	51	19 862	17 010
	52	444 316	393 430

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54	158 361	
Sécurité incendie	55	4 832	14 850
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	40 530	37 447
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	7 509	30 432
Réseau de distribution de l'eau potable	69	56 512	46 634
Traitement des eaux usées	70	53 281	37 570
Réseaux d'égout	71	275 382	342 229
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	160 370	152 622
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	3 375	6 827
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	29 381	26 486
Autres	89	22 654	13 000
Réseau d'électricité	90		
	91	812 187	708 097

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	268 022	
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	934 554	
Traitement des eaux usées	109	235 597	
Réseaux d'égout	110	786 422	425 926
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	2 224 595	425 926

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	357 470	380 420
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Partage des revenus du cannabis	138		
Autres	139		
	140	357 470	380 420
TOTAL DES TRANSFERTS	141	3 394 252	1 514 443

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142	661 762	755 214
Évaluation	143		
Autres	144		
	145	661 762	755 214
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147	21 748	47 539
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150	21 748	47 539
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178		
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		
Réseau d'électricité			
	182		
	183	683 510	802 753

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	184	1 169	1 258
Évaluation	185		
Autres	186	91 187	81 227
	187	92 356	82 485
Sécurité publique			
Police	188	122	304
Sécurité incendie	189	101 091	37 036
Sécurité civile	190		
Autres	191		
	192	101 213	37 340
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193	15 739	19 417
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195		16 984
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200		
	201	15 739	36 401
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
	202		
Réseau de distribution de l'eau potable	203	44 172	35 909
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205	7 094	8 457
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206		
Matières recyclables	207		
Autres	208	5 111	6 264
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211		
	212	56 377	50 630
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	217	37 627	39 926
Rénovation urbaine	218		
Promotion et développement économique	219		
Autres	220		
	221	37 627	39 926
Loisirs et culture			
Activités récréatives	222	362 091	289 711
Activités culturelles			
Bibliothèques	223	13 421	12 465
Autres	224	21 564	50 884
	225	397 076	353 060
Réseau d'électricité			
	226		
	227	700 388	599 842
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	1 383 898	1 402 595

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	229	64 786	67 790
Droits de mutation immobilière	230	1 278 376	1 204 135
Droits sur les carrières et sablières	231	202 202	186 225
Autres	232		
	233	1 545 364	1 458 150
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	234	142 166	114 317
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	235		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	236	380 906	346 866
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	(3 758)	(13 270)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239		
Contributions des promoteurs	240		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241		
Contributions des organismes municipaux	242	4 575	1 026
Autres contributions	243	7 000	25 000
Redevances réglementaires	244		
Autres	245	77 247	60 325
	246	85 064	73 081
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	247		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018			Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	526 251	6 847	533 098	486 868
Greffe et application de la loi	2	1 203 095	19 745	1 222 840	1 386 039
Gestion financière et administrative	3	1 120 555	29 190	1 149 745	987 512
Évaluation	4	340 355		340 355	344 533
Gestion du personnel	5	299 993	1 568	301 561	279 412
Autres					
- Primes d'assurances	6	192 541		192 541	234 791
- Autres	7	168 307	59 078	227 385	353 098
	8	3 851 097	116 428	3 967 525	4 072 253
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	2 833 375		2 833 375	2 558 924
Sécurité incendie	10	1 249 397	175 441	1 424 838	1 365 533
Sécurité civile	11	6 455		6 455	4 946
Autres	12	105 154		105 154	99 756
	13	4 194 381	175 441	4 369 822	4 029 159
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	2 892 907	1 843 461	4 736 368	4 762 454
Enlèvement de la neige	15	2 374 251	179 062	2 553 313	2 255 807
Éclairage des rues	16	174 302	20 458	194 760	218 511
Circulation et stationnement	17	135 735	45 795	181 530	159 755
Transport collectif					
Transport en commun	18	73 587		73 587	71 976
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	5 650 782	2 088 776	7 739 558	7 468 503

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Réalizations 2018			Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	473 065	277 863	750 928	900 587
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 516 732	832 843	2 349 575	2 034 243
Traitement des eaux usées	25	702 755	519 955	1 222 710	1 065 508
Réseaux d'égout	26	495 826	370 986	866 812	1 009 959
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	776 508		776 508	746 289
Élimination	28	479 748		479 748	403 047
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	834 907		834 907	836 441
Tri et conditionnement	30	64 595	3 895	68 490	81 041
Matières organiques					
Collecte et transport	31	276 633		276 633	269 466
Traitement	32	68 289		68 289	66 750
Matériaux secs					
Autres					
Plan de gestion	35				
Autres					
Cours d'eau	37	19 204		19 204	
Protection de l'environnement	38	159 442		159 442	176 455
Autres					
	40	5 867 704	2 005 542	7 873 246	7 589 786
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	149 950		149 950	156 002
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	5 000		5 000	5 000
	44	154 950		154 950	161 002
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	739 133	16 530	755 663	737 308
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	324 841		324 841	346 302
Tourisme	49	2 495		2 495	7 980
Autres					
	51				
	52	1 066 469	16 530	1 082 999	1 091 590

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations 2018			Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	244 277	24 507	268 784	280 716
Patinoires intérieures et extérieures	54	93 665	8 652	102 317	88 083
Piscines, plages et ports de plaisance	55	107 282	18 132	125 414	111 159
Parcs et terrains de jeux	56	913 268	151 416	1 064 684	888 789
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	204 881		204 881	171 358
Autres	59	95 343		95 343	82 919
	60	1 658 716	202 707	1 861 423	1 623 024
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	183 224	177 977	361 201	379 384
Bibliothèques	62	460 119	11 884	472 003	464 771
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	364 563		364 563	413 625
	66	1 007 906	189 861	1 197 767	1 257 780
	67	2 666 622	392 568	3 059 190	2 880 804
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	931 856		931 856	880 328
Autres frais	70	127 239		127 239	125 662
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	1 987		1 987	12 675
	73	1 061 082		1 061 082	1 018 665
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	4 795 285	(4 795 285)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Sainte-Adèle

Code géographique : 77022

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	3 015 757	174 424
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	134 574	32 935
Conduites d'égout	4	1 572 958	400 779
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 878 009	3 149 684
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		18 032
Parcs et terrains de jeux	10	73 267	
Autres infrastructures	11	151 794	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	14 813	55 173
Édifices communautaires et récréatifs	14		(210 238)
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	745 818	65 309
Ameublement et équipement de bureau	18	88 063	80 683
Machinerie, outillage et équipement divers	19	656 878	904 250
Terrains	20		490 956
Autres	21		
	22	8 331 931	5 161 987

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	3 015 757	174 424
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25	134 574	32 935
Conduites d'égout	26	1 572 958	400 779
Autres infrastructures	27	2 103 070	3 167 716
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	1 505 572	1 386 133
	34	8 331 931	5 161 987

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	225 000	210 462	225 000	210 462
Réserves financières et fonds réservés	3	259 019	11 615	210 802	59 832
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	11 479 777	739 137	738 233	11 480 681
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	27 861 140	1 568 333	2 297 361	27 132 112
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	39 824 936	2 529 547	3 471 396	38 883 087
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	283 957		17 023	266 934
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	283 957		17 023	266 934
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	283 957		17 023	266 934
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	3 178 475	228 615	300 111	3 106 979
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 462 432	228 615	317 134	3 373 913
	19	43 287 368	2 758 162	3 788 530	42 257 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	43 287 368	2 758 162	3 788 530	42 257 000

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	42 257 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	5 112 333
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	4 219
--	---	-------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	270 294
--	---	---------

Débiteurs	9	266 934
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	3 106 979
---	----	-----------

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	96 988
--	----	--------

Autres		
--------	--	--

- Subv confirmées non constatées	13	2 731 396
----------------------------------	----	-----------

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	40 900 961
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	40 900 961
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	1 139 935
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	42 040 896
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	42 040 896
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale			
Grefte et application de la loi	1		
Évaluation	2	330 780	331 723
Autres	3	149 499	147 975
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	3 674	3 664
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	73 587	71 976
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	479 748	403 047
Cours d'eau	13	19 204	
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	31 211	57 178
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	106 231	105 613
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	129 805	83 137
Activités culturelles	23	32 584	32 736
Réseau d'électricité			
	24		
	25	1 356 323	1 237 049

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1		395
Charges sociales	2		
Biens et services	3	8 298 051	5 145 906
Frais de financement	4	33 880	15 686
Autres	5		
	6	8 331 931	5 161 987

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	29,97	33,00	54 094,00	2 623 733	562 112	3 185 845
Professionnels	2						
Cols blancs	3	34,95	33,00	55 172,00	1 602 196	440 475	2 042 671
Cols bleus	4	29,72	38,00	69 609,00	1 994 297	487 886	2 482 183
Policiers	5						
Pompiers	6	10,06	35,00	20 062,00	636 581	90 360	726 941
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	104,70		198 937,00	6 856 807	1 580 833	8 437 640
Élus	9	7,00			222 349	52 002	274 351
	10	111,70			7 079 156	1 632 835	8 711 991

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			7 509		7 509
Réseau de distribution de l'eau potable	13	47 894		943 172		991 066
Traitement des eaux usées	14	31 286		257 592		288 878
Réseaux d'égout	15	274 591		787 213		1 061 804
Autres	16	776 973	50 000	218 022		1 044 995
	17	1 130 744	50 000	2 213 508		3 394 252

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	4 429	3 590
	4	4 429	3 590
Sécurité publique			
Police	5	10 845	13 594
Sécurité incendie	6	21 395	23 063
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	32 240	36 657
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	452 826	413 353
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	452 826	413 353
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	83 025	85 852
Réseau de distribution de l'eau potable	17	117 973	113 037
Traitement des eaux usées	18	61 310	65 828
Réseaux d'égout	19	76 506	57 548
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	338 814	322 265
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	122 996	126 892
Autres	34		
	35	122 996	126 892
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	2 821	2 720
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	106 956	113 188
	39	109 777	115 908
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 061 082	1 018 665

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Nadine Brière (maire)	62 799	16 595
Céline Doré (conseillère)	16 000	8 000
Martin Jolicoeur (conseiller)	14 739	7 370
Roch Bédard (conseiller)	16 980	8 490
Robert Bélisle (conseiller)	16 880	8 440
Pierre Lafond (conseiller)	10 000	5 000
Frédérique Cavezzali (conseillère)	14 500	7 250

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	<u>1 950 000 \$</u>	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	<u>247 635 \$</u>
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ \$
b) autres formes d'aide	20	_____ \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 24 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 25 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 26 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 27 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 28 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 29 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Sainte-Adèle

Code géographique : 77022

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

À la trésorière de la Ville de Sainte-Adèle,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Sainte-Adèle (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



S.E.N.C.R.L.

Par Robert Arbour, CPA auditeur, CA

DATE 2019-05-13



MBBA
SOCIÉTÉ DE COMPTABLES
PROFESSIONNELS AGRÉÉS
S.E.N.C.R.L.

50 ans
1969 > 2019

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	23 803 906
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>9 333</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	19 217
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	968 521
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	68 605
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>22 785 997</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 910 540 800
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 934 856 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 922 698 500</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 1 8 5 1 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Sainte-Adèle

Code géographique : 77022

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	14 885 260
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	3 365 930
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	1 000 180
Activités de fonctionnement	6	1 029 620
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	20 280 990

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 949 390
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 992 600
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	68 000
Service de la dette	18	108 020
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	4 118 010
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	4 118 010
	27	24 399 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	7 560
	5	9 060

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	186 590
Cégeps et universités	7	8 080
Écoles primaires et secondaires	8	204 640
	9	399 310

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	408 370

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	3 670
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	1 200
Taxes d'affaires	17	
	18	4 870

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	9 810
	21	9 810

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	21 840
	24	21 840
	25	444 890

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 762 554 726	X 5 0,7007	/100\$ 6 12 350 221				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 37 716 620	X 8 0,7007	/100\$ 9 264 280				
Immeubles non résidentiels	10 130 151 854	X 11 1,4625	/100\$ 12 1 903 471				
Immeubles industriels	13 2 683 500	X 14 1,4625	/100\$ 15 39 246				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 24 495 600	X 20 1,4000	/100\$ 21 342 938				
Immeubles agricoles	22 40 700	X 23 0,7007	/100\$ 24 285				
Total			25 14 900 441	26 (15 190)	27 ()	28 9	29 14 885 260
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 1 957 643 000	X 31 0,1719	/100\$ 32 3 365 188				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54 3 365 188	55 ()	56 ()	57 742	58 3 365 930

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	2 | 4 | 5	,	0 | 0	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4		,		\$
Matières résiduelles	5	2 | 4 | 5	,	0 | 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Améliorations locales		1	codes 2 et 3 - Annexe B
Compensation services mun art 204.4	0,6000	1	art. 4 - An. A - R#1264
Compensation services mun art 204.12	0,7007	1	art. 4 - An. A - R#1264
Mise aux normes - approvisionnement eau	0,0262	1	art. 5 - An. A - R#1264
Mise aux normes - traitement eaux usées	0,0210	1	art. 7 - An. A - R#1264
Réfection aqueduc	0,0259	1	art. 6 - An. A - R#1264
Service d'égout	0,1202	1	art.10 - An. A - R#1264

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	24 399 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>15 190</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	996 749
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	68 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>23 334 251</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 1 957 643 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 1 9 2 0 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 112 012	43 859		385 046	329 115	355
De secteur	2	134 949	2 782		25 398	39 107	
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	7 182	148		1 352	2 081	
Autres	5	387 798	845			245 410	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	2 641 941	47 634		411 796	615 713	355

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	15 380 803			18 251 190
De secteur	10	1 827 564			2 029 800
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	97 257			108 020
Autres	13	3 307 937			3 941 990
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	20 613 561			24 331 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>33 922 018 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>3 736 450 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>1 083 910 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>\$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-21</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Yan Senneville , atteste que le rapport financier de Sainte-Adèle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-21.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Sainte-Adèle.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sainte-Adèle consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Sainte-Adèle détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-09 15:39:06

Date de transmission au Ministère :